

## FAMILLES, "CLANS" ET PARTIS: COMMENT SE FONT ET SE DEFONT LES ALLIANCES

*Georges Ravis-Giordani*

Laboratoire d'Ethnologie Méditerranéenne et Comparative  
Centre d'Etudes Corses, Aix en Provence

En Corse, comme dans bien d'autres sociétés rurales méditerranéennes, le partage, la circulation, la transmission du pouvoir local se font traditionnellement en empruntant le réseau dense des relations de parenté et d'alliances matrimoniales qui unissent les individus et les groupes. En ce qui concerne la Corse, ces processus sont décrits, depuis la fin du siècle dernier sous le nom de "clanisme". Sous ce terme on a coutume d'entendre des réalités fort différentes et qu'il est utile de distinguer. Ce que la plupart des observateurs de la fin du XIXe siècle décrivent sous le nom de clan corse est en réalité une structure de clientèle à la romaine: un "patron" riche et influent assure à des "clients" sa protection; en échange, ceux ci lui donnent leur confiance, l'assurent de leurs services; ainsi que le dit un notable de Saint Florent à Paul Bourde, «autrefois ils nous auraient suivis à la guerre, aujourd'hui ils nous suivent au scrutin». Je propose d'affecter à ce type de système social le nom de clientélisme, qui ouvre à la comparaison avec d'autres systèmes comparables en Méditerranée (1); et de réserver le nom de "clanisme" à un phénomène différent, qui a été analysé et décrit dans certaines régions de la Corse, où il est encore vivace: celles où les inégalités sociales sont faibles, la propriété communautaire étendue et importante dans le système de production, l'accès au pouvoir théoriquement accessible à toutes les familles, puisqu'elles ont toutes le même statut. On trouve alors les conditions d'une association politique qui prend la forme d'un agrégat plus ou moins instable de familles unies par des liens d'alliance matrimoniale, d'amitié (les deux liens vont

souvent de pair) ou d'intérêt; cette association s'établit sous la conduite d'un leader qui organise la campagne électorale et qui occupera, si elle est couronnée de succès, le poste envié de maire. En retour, il devra mettre le pouvoir que lui assure sa position au service de ses "adhérents"; en fait, pour peu que cette position devienne durable, le chef de clan qui n'était jusque là que le *primus inter pares* devient, ou tend à devenir un notable de type classique, et le clan se met peu à peu à fonctionner selon les mécanismes psychologiques d'une structure clientélaire; toutefois, le chef de clan, le *capi partitu*, n'acquiert jamais les fondements économiques et sociologiques propres à la structure clientélaire, au sens où nous l'avons définie ci dessus; et il suffit qu'un autre leader, appuyé sur une famille nombreuse et entreprenante, se lève pour que l'équilibre des forces à l'intérieur du clan soit rompu. Il faut bien voir en effet que le système clientélaire fonctionne sur l'articulation entre deux pôles, le "patron" et ses "clients", tandis que le système clanique fonctionne sur trois pôles: le *capi partitu*, ses partisans (et les partisans de son adversaire, qu'on peut toujours espérer attirer faire changer de camp) et l'Etat, l'administration (aujourd'hui, de plus en plus, la Communauté Européenne), bref toutes les instances à caractère politique ou économique susceptibles de répondre positivement aux besoins et aux demandes du clan. La position d'intermédiaire que tient le chef de clan n'est pas inexpugnable, surtout lorsqu'il s'agit des niveaux inférieurs du système. Quoi qu'il en soit, ce modèle de fonctionnement politique repose sur le postulat que chaque groupe familial constitue une unité insécable, agissant "en corps"; ce qui sous-entend deux propositions corrélatives: 1°) le ciment qui constitue les liens de parenté est indissoluble; 2°) les clivages idéologiques sont extérieurs au fonctionnement et n'interviennent pas, ou très peu, dans le jeu politique.

J'ai moi même, avec beaucoup d'autres, adhéré à ces idées, qui constituent un modèle d'interprétation des faits opératoire dans un certain nombre de cas. Mais pas partout ni toujours. Outre le fait qu'il néglige les cas, assez fréquents, où un désaccord grave et durable affecte un groupe familial, il y a des périodes historiques où, du fait de son insertion dans l'ensemble

national français, la Corse connaît une plus grande activité idéologique (cf. Ravis-Giordani 1989).

La situation concrète que je voudrais analyser répond à ces trois conditions: elle prend en compte en effet, l'impact d'un conflit intra-familial grave et durable, une structure sociale stratifiée, une conjoncture politique marquée par un regain d'activité idéologique. La commune de Bagnone (2), dans le Cap Corse, est, depuis le XIV<sup>e</sup> siècle au moins, connue pour son activité viticole (3), base économique d'une forte stratification sociale qui donnait à quelques familles de *sgio* (terme corse pour désigner les nobles, puis, par extension, les notables) la maîtrise du sol et une influence sociale et politique considérable (4). Mais aussi, comme bon nombre de communes du Cap Corse, Bagnone a développé très tôt une activité maritime importante, en assurant le commerce des marchandises et des hommes avec la Terre Ferme italienne. Cette tradition de gens de mer s'est inscrite durablement dans le chapelet des "marines" et ports qui ponctuent le littoral et elle explique qu'au XIX<sup>e</sup> siècle bon nombre de Cap-corsins se soient engagés dans la marine, sur le "Continent" et aient contribué au développement de Marseille qui compte encore aujourd'hui une forte colonie corse, évaluée à près de 100.000 personnes.

Dans le village de Bagnone, les luttes politiques pour le pouvoir local se sont circonscrites, depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, entre quatre ou cinq familles de notables, mais ces luttes sont pénétrées des grands mouvements historiques qui ont traversé la société française. En résumant, on peut dire que durant tout le XIX<sup>e</sup> siècle, le pouvoir local a été partagé entre deux familles, l'une, les Sereni, d'extraction noble (noblesse toscane), propriétaires fonciers; l'autre, les Carlotti, qui avait assis son aïssance sur la maîtrise du commerce maritime avec l'Italie.

En 1885 le pouvoir passe aux mains d'une troisième famille de notables: les Diani, des paysans aisés qui, après s'être enrichis dans le commerce et les plantations en Amérique centrale, sont rentrés en Corse, fortune faite, et ont ravi le pouvoir aux deux familles de *sgio* qui le détenaient jusque-là. Cette lutte politique s'inscrit sur le fond d'un mouvement politique plus global qui, dans les années 1880 voit le ralliement de la Corse, jusque là majoritairement bonapartiste, à la république opportuniste représentée dans l'île par Emmanuel

Arène. Idéologiquement parlant, les Diani sont "républicains opportunistes", c'est à dire de centre gauche; plus tard ils deviendront "radicaux", quand le radicalisme dominera la scène politique nationale. Grands bourgeois (ils investissent dans la création d'une banque familiale bastiaise et dans l'immobilier en achetant ou en faisant construire des immeubles de rapport), cultivés, innovateurs dans le domaine des techniques agricoles, tout les oppose aux Sereni qu'ils ont évincés de la mairie au terme d'une campagne électorale dont on garde encore aujourd'hui, à Bagnone, le souvenir, un siècle après. Les Sereni se replient dès lors dans une indifférence affectée à l'égard de la chose municipale. Les Diani gardent, pratiquement de façon continue, le pouvoir jusqu'en 1947, le partageant avec une quatrième famille d'émigrés eux aussi rentrés à la fin du siècle des Amériques, les Damiani. En 1947, un Damiani, lui aussi radical, jusque là adjoint au maire Diani, allié par mariage aux Carlotti (deux soeurs Damiani ont épousé deux frères Carlotti), prend le pouvoir et le garde, pour le passer en 1970, à son frère, puis en 1983 à son fils, qui le détient toujours.

C'est l'élection de 1983 que je voudrais analyser de plus près, car elle constitue un tournant. En effet, de 1947 à 1983, les Damiani règnent pratiquement sans opposition déclarée. Le maire en place a la confiance de la majorité de la population; sa position de conseiller général du canton, de président de la Commission des Finances du Conseil Général de la Corse (qui, jusqu'en 1975, constitue un unique département) lui donnent une influence qui dépasse largement les limites de la commune et lui permettent d'y faire un certain nombre de réalisations d'intérêt général.

En 1971, il démissionne de son poste de maire pour aller conquérir la mairie voisine de Belvedere; son objectif déclaré étant de réunir les deux communes. Mais il affronte, au sein de son nouveau conseil municipal, une opposition conduite par son premier adjoint, un jeune entrepreneur communiste, qui l'oblige à démissionner en 1974. Son frère garde la mairie de Bagnone et, à l'approche des élections de 1983, manifeste son intention de se retirer et de passer le relais à son neveu, fils de l'ancien maire.

Ce passage de relais ne se fait pas aussi aisément qu'on aurait pu le penser. Car la situation politique générale de la Corse, en ce printemps de 1983, est loin d'être simple. Depuis

1975, la Corse est en effet entrée dans une période de turbulences politiques marquées par le développement du mouvement autonomiste, puis nationaliste. Les attentats (environ 500 par an), la création du Front de Libération Nationale de la Corse (F.L.N.C.), les événements dramatiques qui marquent l'été 1975 (plusieurs morts parmi les forces de l'ordre dans les affrontements qui opposent à Aléria, puis à Bastia, militants nationalistes et C.R.S.) ont un retentissement dans la vie quotidienne de l'île. La stratégie du mouvement nationaliste est plus complexe depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir: sans cesser de conduire une action violente et clandestine, les nationalistes, ou tout au moins une fraction du mouvement, décident de jouer aussi le jeu de la démocratie électorale. Toute élection dans laquelle un membre de la mouvance nationaliste est élu est considérée comme une avancée des idées nationalistes. A Bagnone, cet enjeu est d'autant plus grand que la commune compte parmi ses habitants l'un des principaux leaders nationalistes, membre de la famille Carlotti; responsable important de l'organisation clandestine du F.L.N.C., il a été, à la suite d'un procès retentissant devant la Cour de Sureté de l'Etat, emprisonné pendant plusieurs années, de 1977 à 1981; il a bénéficié, en 1981, de l'amnistie qui a suivi l'élection de François Mitterrand, et a repris son activité politique au sein du mouvement nationaliste. Il est le neveu du maire en place, le cousin germain du futur maire. La commune de Bagnone est très divisée à son sujet; sans remettre en cause les liens d'amitié et d'estime que la plupart des Bagnonais éprouvent à son égard, une majorité d'entre eux ne souhaitent pas, en l'élisant, donner à cette élection un retentissement et une signification qui dépasseraient les limites de la vie politique communale.

L'échiquier politique de Bagnone, comme de la majorité du canton, est centré à gauche: la droite traditionnelle, écartée du pouvoir municipal depuis un siècle n'est représentée que par quelques familles de *sgio*; les Radicaux, devenus Mouvement des Radicaux de Gauche (M.R.G.), sont majoritaires au Conseil Municipal; les communistes, eux aussi, sont influents; les socialistes sont représentés par une ou deux familles, dont celle des Tavera, des entrepreneurs en maçonnerie, d'origine italienne, implantés au village dans les années 1920, où ils ont

fait souche et se sont alliés à des familles du village. L'une des soeurs du chef de cette famille a épousé le leader des communistes, Lucien Cipriani, qui a été lui aussi longtemps entrepreneur de maçonnerie. Sa soeur est mariée dans une autre vieille famille bagnonnaise, les Chiarelli, qui ont, pendant plusieurs générations, tenu l'unique commerce du village. Lucien Cipriani a repris à son beau frère le commerce qu'il exploitait jusque là, et qu'il a transformé progressivement en le modernisant.

Les deux familles continuent de s'entraider occasionnellement pour tenir le magasin pendant les quelques semaines d'été où la fréquentation touristique nécessite une main d'oeuvre accrue. Ainsi, sur une chaîne d'alliance de trois familles, nous trouvons trois références politiques différentes. Il serait aisé d'en conclure que les clivages idéologiques n'ont guère de prise sur les relations de parenté; et d'y trouver la preuve que le clanisme ignore ces clivages. Une telle conclusion serait hâtive, et en grande partie erronée. Hâtive, parce qu'une telle situation n'est pas fréquente; d'autre part, Lucien Cipriani et Antoine Tavera sont brouillés depuis des années et ne se parlent plus. Néanmoins, leurs enfants, qui sont cousins germains, se fréquentent. Enfin, et surtout, il faut considérer que le Cap Corse a été depuis longtemps pénétré par les luttes politiques et les idées venues du "Continent" ou d'Italie. Trois raisons à cela: d'abord, la stratification sociale, et le salariat agricole qu'elle a engendré, ont développé un embryon de luttes de classes (embryon seulement parce qu'à partir du milieu du XIXe siècle une bonne partie du prolétariat agricole autochtone a été remplacée par un prolétariat immigré, les travailleurs saisonniers venus de Toscane, "i Lucchesi", évidemment plus facilement malléables et exploitables par les *sgio*); ensuite parce que l'émigration des paysans corses les plus pauvres (ceux qui formaient jusque là la base du prolétariat autochtone) sur le "Continent" (en particulier à Marseille, où ils ont fourni une main d'oeuvre importante dans la marine de commerce, et à Toulon, où ils ont été nombreux à s'employer à l'Arsenal de la Marine Nationale) les a mis très tôt en contact avec les idées socialistes véhiculées par le mouvement syndical. Portées par eux, de retour au pays, ces idées ont pénétré dans les villages. Enfin, la dernière vague d'émigration italienne, celle qui arrive

dans les années 1920-1930, est marquée par le rejet du fascisme, et c'est d'ailleurs parmi ces immigrés que vont se trouver un certain nombre de militants communistes corses.

Ces trois éléments se conjuguent pour faire du Cap Corse une région où les idées de gauche sont dominantes et où le poids des idéologies est plus fort qu'ailleurs. Si bien qu'on pourrait, en frisant à peine le paradoxe, dire que le fait qu'un communiste puisse avoir pour beaux-frères un homme de droite et un socialiste, loin de signifier que les idéologies n'ont pas d'importance, indique au contraire qu'ici l'appartenance politique a pris son autonomie, s'est affranchie de la sphère des relations familiales. Elle ne connote plus un groupe (ou un réseau d'alliance) familial, mais des groupes sociaux "spécialisés" fonctionnellement en quelque sorte dans une tâche de représentation et d'action politique.

C'est dans ce contexte général, historique et sociologique, que se situe l'élection municipale de mars 1983. Dans les cinq ou six mois qui précèdent l'élection, le maire sortant, jouant sur son autorité et sur l'estime dont il jouit dans la commune, tente de constituer une liste. Il rencontre quelques difficultés, car outre le fait que la même famille occupe le siège de maire depuis 36 ans, ce qui induit toujours une certaine usure du crédit, le bilan de ses deux mandats n'est pas entièrement positif. Médecin, exerçant et vivant à Marseille, peu intéressé par la gestion municipale, qu'il n'a assurée que pour répondre à la demande de son frère, il se voit reprocher une gestion marquée par l'immobilisme.

Son souci, en préparant sa succession est donc double: d'une part, conserver à la municipalité de Bagnone son "image de marque" de gauche qui correspond à la fois à son électorat et à la majorité politique départementale et régionale de la Corse qui, dans la foulée de l'élection présidentielle de mai 1981 s'est donnée, au Parlement, au Conseil général de la Haute Corse, et à l'Assemblée de Corse, une majorité de gauche; d'autre part, rajeunir le Conseil Municipal en y faisant entrer des hommes et des femmes jeunes; le neveu du maire incarne cette volonté de renouvellement.

Il habite Bastia, où il exerce la profession d'assureur. Il pourra donc venir régulièrement et fréquemment au village, même s'il n'y réside pas en permanence.

Les tractations entre familles et entre courants de pensée politique commencent donc à l'automne 1982. Jusqu'en décembre 1982, la constitution d'une liste unique semble envisageable, et les discussions ne portent que sur sa composition, c'est à dire sur l'équilibre en son sein de ses différentes composantes. Mais, fin décembre, la rumeur se répand que, parmi les conseillers pressentis pour faire partie de la liste il y'aurait André Carlotti, le leader nationaliste. Une partie de l'électorat, essentiellement les sympathisants communistes regroupés autour de Lucien Cipriani, met alors en avant une exigence politique: que soient condamnées explicitement la pratique de la violence politique et la revendication nationaliste. L'accord ne pouvant se faire sur ce point, une deuxième liste se prépare, conduite par un neveu de Lucien Cipriani, Jean-Baptiste Tramoni; sur cette liste on trouve Lucien Cipriani lui même, des hommes classés habituellement plutôt "à droite", comme son beau-frère, Toussaint Chiarelli, et des sympathisants communistes ou socialistes. Prenant alors conscience du danger qu'il y a à apparaître comme le cheval de Troie des nationalistes, le futur maire abandonne le projet de faire entrer sur sa liste André Carlotti et la recompose; prévoyant qu'il va perdre une partie de son électorat traditionnel, qui se rallie à la liste Cipriani, il lui faut chercher de nouvelles alliances. Une opportunité se présente à lui: la famille Tavera, honorablement connue, largement implantée dans le village, où elle a contracté des alliances à la fois dans la colonie italienne et parmi les familles de vieille souche corse. Du fait de ces alliances, cette famille peut mobiliser une trentaine de voix. En raison de l'inimitié personnelle qui oppose les deux beaux-frères Antoine Tavera et Lucien Cipriani, il est hors de question que les Tavera rejoignent la liste Cipriani, bien qu'ils soient d'accord à peu près sur tout dans le domaine politique, y compris sur le rejet des idées nationalistes. La famille Tavera s'engage donc à fond dans la compétition, et promet son appui massif au maire, en échange d'un certain nombre d'avantages non négligeables: le poste de premier-adjoint pour le fils aîné d'Antoine Tavera, Jacques Tavera, et deux autres postes de conseillers pour des parents proches de Jacques, une de ses belles-soeurs, Thérèse Tavera, et un de ses cousins germains matrilatéraux, Thomas Simonetti.

Les tableaux suivants indiquent les relations de parenté qui s'établissent entre les membres de chacune des deux listes (fig. 1 et 2).

On peut aller plus loin dans l'analyse, si on situe chacun des candidats, ou réseaux de candidats apparentés par rapport à l'ensemble de l'électorat, ce qui est possible dans une petite commune où, à quelques exceptions près, on peut savoir comment chaque famille, chaque électeur, a voté. J'ai donc essayé, avec la prudence qui s'impose dans ce genre d'exercice, de situer les uns par rapport aux autres les différents groupes familiaux qui pouvaient se sentir plus particulièrement représentés par les différents candidats présents sur les deux listes; ce qui permet de mesurer l'influence électorale de chacun des candidats. En fait, lorsque des candidats font partie d'un même réseau de parenté, il serait, dans la plupart des cas, artificiel et arbitraire d'attribuer à l'un plutôt qu'à l'autre une influence qui est celle du groupe familial tout entier; on est donc, dans ce cas, obligé de traiter ce groupe comme un seul homme, même si l'on sait que chaque individu a pu jouer d'atouts qui lui sont personnels.

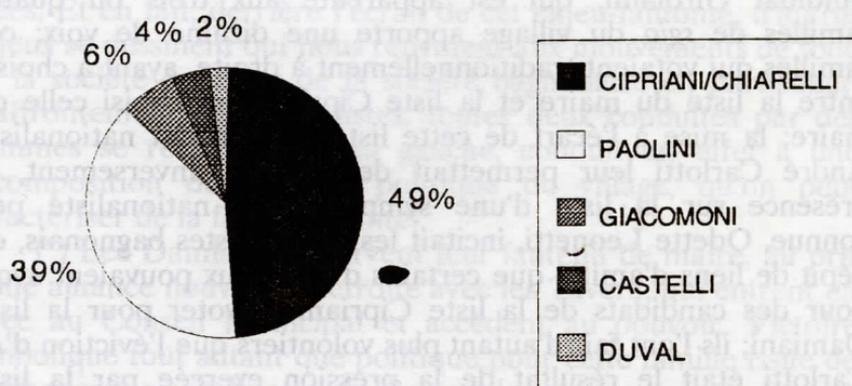
Ceci étant dit, la scène politique se présente ainsi: dans la liste Damiani-Tavera, nous trouvons deux réseaux de parenté, l'un de quatre candidats, l'autre de trois candidats; à quoi s'ajoutent quatre candidats isolés sur le plan des relations de parenté. Dans la liste Cipriani-Paolini, nous avons également deux réseaux, l'un de trois membres, étroitement apparentés (relations oncle/neveu et beaux-frères), l'autre de cinq membres, mais dans un degré de parenté relativement éloigné (cousins au 3e ou au 4e degré); à quoi s'ajoutent trois "isolés", au sens défini plus haut.

L'influence électorale des différentes familles (en raison des liens de consanguinité ou d'alliance, on a regroupé les Damiani et les Carlotti, les Tavera et les Simonetti, les Cipriani et les Chiarelli), se mesure assez aisément (fig. 3 et 4).

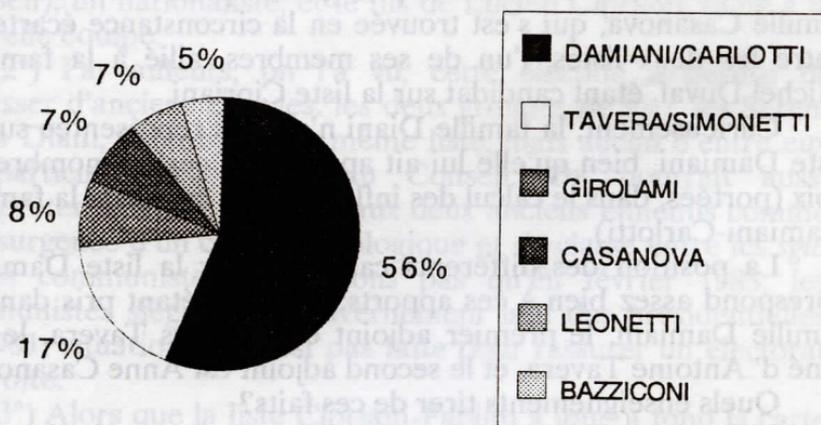
Dans les deux cas, l'une des familles apporte, *grosso modo*, la moitié des voix, l'autre moitié de l'influence se répartissant entre les autres familles. Mais la stratégie de regroupement de la liste Damiani-Tavera, qui a gagné les élections (6), mérite un examen plus approfondi. Car les "isolés" y représentent 27% des voix de la liste, c'est à dire un peu plus d'une trentaine de voix,



**Fig. 3 : Répartition des influences des différentes familles de la liste Cipriani-Paolini**



**Fig. 4 : Répartition de l'influence électorale des familles de la liste Damiani/Tavera**



tandis que les isolés de la liste Cipriani ne représentent que 12% des voix de leur liste. Trois des "isolés" de la liste Damiani fixent sur la liste des groupes de voix qui ne lui étaient acquises ni par le jeu des liens de parenté ni par celui des affinités politiques: le candidat Girolami, qui est apparenté aux trois ou quatre familles de *sgio* du village apporte une dizaine de voix: ces familles qui votaient traditionnellement à droite, ayant à choisir entre la liste du maire et la liste Cipriani ont choisi celle du maire; la mise à l'écart de cette liste du candidat nationaliste André Carlotti leur permettait de le faire. Inversement, la présence sur la liste d'une sympathisante nationaliste peu connue, Odette Leonetti, incitait les nationalistes bagnonais, en dépit de liens d'amitié que certains d'entre eux pouvaient avoir pour des candidats de la liste Cipriani, à voter pour la liste Damiani; ils l'ont fait d'autant plus volontiers que l'éviction d'A. Carlotti était le résultat de la pression exercée par la liste Cipriani; cela faisait encore une dizaine de voix. Ainsi, dans un cas, le clivage de classe l'a emporté sur le clivage idéologique, dans l'autre cas, et toujours à l'avantage de la liste Damiani-Tavera, le clivage idéologique l'a emporté sur les liens d'amitié. Enfin, la présence sur la liste Damiani d'Anne Casanova et de Xavier Bazziconi, appartenant, par alliance ou filiation, à deux familles d'origine italienne a attiré sur la liste les voix de ces deux familles; tout au moins la plus grande partie des voix de la famille Casanova, qui s'est trouvée en la circonstance écartelée entre les deux listes, l'un de ses membres, allié à la famille, Michel Duval, étant candidat sur la liste Cipriani.

Curieusement, la famille Diani n'est pas représentée sur la liste Damiani, bien qu'elle lui ait apporté un certain nombre de voix (portées, dans le calcul des influences au crédit de la famille Damiani-Carlotti).

La position des différents candidats sur la liste Damiani corespond assez bien à ces apports: le maire étant pris dans la famille Damiani, le premier adjoint est Jacques Tavera, le fils aîné d' Antoine Tavera, et le second adjoint est Anne Casanova.

Quels enseignements tirer de ces faits?

L'élection se joue, en apparence, sur l'exacerbation des oppositions idéologiques sur un axe principal: l'attitude à l'égard des idées nationalistes, bien que celles-ci ne soient représentées

dans le village que par une famille et quelques individus isolés dans leur propre famille (dont André Carlotti).

La compétition électorale ne s'établit donc pas entre nationalistes et anti-nationalistes mais sur la référence à des idées. Et en fait, derrière l'écran de cet enjeu-fantôme, d'autres enjeux se dessinent qui nous renvoient aux mouvements de fond de la société corse, et de la société bagonnaise en particulier. L'affrontement des deux listes, toutes deux conduites par des hommes se réclamant de la gauche, conduit en effet à une recomposition du paysage politique du village, qu'on peut caractériser de la façon suivante:

1°) Les Damiani conservent leur fauteuil de maire, au prix d'une alliance nouvelle et étroite avec les Tavera, qui entrent en force au Conseil Municipal et accèdent au pouvoir. Victoire symbolique tout autant que politique pour cette famille issue de l'immigration italienne de l'entre-deux-guerres et qui a su s'intégrer par son travail, sa réussite sociale et par la valeur personnelle de son chef, Antoine Tavera. Cette alliance sera reconduite en 1989. L'équipe municipale ayant désormais assuré son hégémonie, et aucune liste adverse ne se présentant contre elle, l'élection de 1989 est une formalité. Trois conseillers municipaux nouveaux remplacent trois partants: un membre de la famille Tavera (qui compte désormais quatre membres au Conseil), un nationaliste, et le fils de Lucien Cipriani, rallié à la nouvelle équipe.

2°) Par ailleurs, on l'a vu, cette élection a permis de dépasser d'anciens clivages: les deux groupes de *sgio*, les Sereni et les Diani, votent pour la même liste, mais aucun d'entre eux ne participe directement au Conseil. On pourrait aussi interpréter ce choix commun aux deux anciens ennemis comme la résurgence d'un clivage idéologique et de classe entre les *sgio* et les communistes. N'oublions pas qu'en février 1983, les communistes siègent au gouvernement issu des présidentielles de 1981; situation qui n'est pas faite pour rassurer un électorat de droite.

3°) Alors que la liste Cipriani-Paolini a joué à fond la carte des solidarités familiales (ces deux grandes familles, on l'a vu, totalisent 88% des voix de la liste), la liste Damiani-Tavera, elle, a réussi à rassembler en un seul réseau non seulement des familles mais des groupes sociaux; trois au moins: le groupe,

jusque là divisé, des anciens *sgio*, le groupe des anciens "Lucchesi", qui dans leur majorité votent pour cette liste, et qui voient cinq des leurs entrer au Conseil, et le groupe familial des Damiani-Carlotti. Cette alliance sanctionne, après une longue période de latence, les changements sociologiques intervenus dans cette micro-société locale, changements qui prennent leur source dans les mutations du XIXe siècle: l'émigration des paysans pauvres vers le "Continent", l'arrivée, l'installation et l'intégration des travailleurs italiens qui les remplacent sur le marché du travail local.

4°) Enfin, et cet aspect des choses n'est peut-être pas le moindre, Antoine Tavera règle un vieux conflit personnel et intrafamilial avec son beau-frère Lucien Cipriani, en le marginalisant. L'entrée dans le Conseil, en 1989, du fils de Lucien Cipriani ne change pas ce rapport de forces puisque, isolé, il ne peut guère infléchir la politique du Conseil; cette entrée confirme même l'hégémonie acquise par les Tavera, qui peuvent se permettre d'accueillir, au nom de l'efficacité et du consensus retrouvé, l'un de leurs anciens adversaires.

\*\*\*

Peut-on aller au delà de cette analyse d'une situation et en tirer quelques enseignements d'ordre méthodologique et théorique? Pour revenir à notre point de départ, peut-on appliquer à cette situation les modèles théoriques du clanisme et du clientélisme, tels que nous les avons définis au début de ce texte ?

Le modèle du clientélisme ne semble guère pouvoir s'appliquer ici. il ya longtemps en effet que, à Bagnone le travail, les places, les avantages sociaux ne dépendent plus des *sgio*, ni de ceux qui détiennent le pouvoir. Si cette relation pouvait exister ce serait à l'égard des travailleurs immigrés marocains qui travaillent pour l'entreprise Tavera ou pour le domaine viticole tenu par un descendant de la famille Sereni; mais comme ils ne votent pas, cette logique ne peut s'appliquer à eux. Par ailleurs, la plupart des descendants des paysans pauvres qui, au XIXe siècle ont émigré sur le "Continent" ont acquis des situations professionnelles qui, même si elles sont modestes, les mettent à l'abri de la nécessité de quémander le soutien du

maire et de son administration. Tout au plus cette logique peut-elle encore jouer, à la marge, quand il s'agit de demander un permis de construire ou d'aménager une maison, ou pour obtenir le nettoyage d'un chemin.

La logique claniste a, semble-t-il, joué davantage dans la situation que l'on vient d'examiner; mais toute pénétrée d'idéologie. La constitution des deux listes répond en effet aux règles de ce jeu: les Damiani et les Tavera trouvent dans leur alliance l'axe fort qui permet aux premiers le maintien de leur statut et de leur influence; aux seconds, une promotion sociale et l'accès aux commandes du pouvoir local qui assure à leur entreprise de maçonnerie le monopole de fait des travaux entrepris pour la commune. Mais en revanche, les votes des *sgio*, des familles d'origine italienne et des nationalistes obéissent dans chaque cas à des motivations idéologiques. Or ce sont eux, on l'a vu, qui font la différence entre les deux listes. Dans cette liste c'est donc la combinaison "contre nature" (pourrait-on dire) du clanisme et de l'idéologie qui fait sa force et assure son succès.

Sur un autre mode, la liste Cipriani-Paolini se constitue comme un clan familial. Les enjeux matériels locaux de ces deux réseaux familiaux sont négligeables: la plupart des candidats de cette liste et de leurs familles n'avaient aucun bénéfice matériel à retirer de leur éventuel succès. Ici, la composante idéologique, le rejet du nationalisme, est dominante; mais c'est par le canal des liens de parenté et/ou de l'amitié qu'elle structure et unifie la liste. Là encore, mais différemment de la liste Damiani, nous retrouvons ensemble le clanisme et l'idéologie. Dans le cas de la liste Damiani, logique clanique et logique idéologique se juxtaposent, et additionnent leurs effets; dans le cas de la liste Cipriani, elles se pénètrent et si l'on peut dire se neutralisent.

Cet essai d'analyse aura atteint son but s'il a permis de montrer, sur un exemple précis, comment les enjeux idéologiques, les mutations sociales, les ambitions et les conflits personnels peuvent se combiner au sein d'un même processus; et à quel point les modèles simplistes du clanisme et du clientélisme, fonctionnant selon la logique unidimensionnelle d'un affrontement entre des groupes tout faits d'avance sont peu opératoires pour la compréhension de situations de changement

social et politique accéléré comme celles que la Corse a connues depuis quelques décennies.

## Notes

1. Sur ces sujets, on se reportera à la bibliographie, très partielle, que nous donnons.
2. Tous les noms de lieux et de personnes sont des pseudonymes.
3. Au XVIIIe siècle, plus de 85% du terroir de Bagnone était plantée en vignes.
4. La structure sociale de Bagnone est assez complexe: à la fin du XIXe siècle, 18 ménages de *sgio*, représentant 7,5% de la population, possèdent 48% des terres; à l'autre pôle de la société, 118 ménages, représentant 48,5% de la population, détiennent 2,5 % des terres. Entre ces deux pôles extrêmes, une couche de petits paysans de 105 ménages, représentant 44 % de la population, détient 50,5 % des terres. On peut donc parler d'une société constituée de deux structures emboîtées l'une dans l'autre, et bien entendu en perpétuels échanges.
5. Donner des chiffres exacts de voix pour chaque liste est difficile en raison du fait que les électeurs avaient la possibilité de "panacher" les listes. Le chiffre de votants étant de 217 (sur 236 inscrits), les candidats de la liste Damiani ont obtenu entre 132 et 116 voix; ceux de la liste Cipriani, entre 93 et 82 voix. La moyenne se situe à 122 voix pour la première liste, et à 92 pour la seconde. La majorité requise étant de 109 voix, tous les candidats de la liste Damiani ont été élus dès le premier tour.

## Bibliographie

Sur le clientélisme en général:

- Boissevain, J. 1966. Poverty and politics in a Sicilian agro-town. A preliminary report. *Archives Internationales d'ethnographie* 50, 198-235.
- -- 1974. *Friends of friends, networks, manipulators and coalitions*. Oxford: Basil Blackwell.
- Eisenstadt, S. N. & L. Roniger. 1984. *Patrons, clients and friends, interpersonal relations and the structure of trust in society*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Galt, A. H. 1974. Rethinking patron-client relationships: the real system and the official system in Southern Italy. *Anthropological Quarterly* 47, 2: 182-202.

Gellner, E. & J. Waterbury (eds.) *Patrons ans clients*. London: Duckworth.

*Terrains*. 1993. n. 21. Liens de pouvoir ou le clientélisme revisité.

Sur le clientélisme et le clanisme en Corse:

Bourde, P. 1887. *En Corse, l'esprit de clan, les moeurs politiques, la vendetta, le banditisme*. Paris.

Briquet, J.-L. 1990. Les amis de mes amis ... Registres de la mobilisation politique dans la Corse rurale. *Mots* 25: 23-41.

-- -- 1991. Les primitifs de la politique. *Politix* 15: 1-15.

-- -- s.p. "La gestion familiale d'un patrimoine politique: l'exemple d'une famille de grands notables corses: les Gavini (1870-1960)", *Actes du Colloque de l'Association Française de Science Politique et du centre d'Etudes et de Recherches Politiques "Héritage politique et parenté"*. Dijon 14-15 mars 1991.

Gil, J. 1983. *La Corse entre la liberté et la terreur*. Paris.

Lenclud, G. 1986. De bas en haut, de haut en bas: le système des clans en Corse. *Etudes Rurales* 101-102: 137-173.

-- -- 1988. Des idées et des hommes. Patronage électoral et culture politique en Corse. *Revue française de sciences politiques* 38, 5: 770-782.

-- -- 1993. S'attacher: le régime traditionnel de la protection en Corse. *Terrains* 21: 81-96.

Pomponi, F. 1976. Pouvoir et abus de pouvoir des maires corses au XIXe siècle. *Etudes Rurales* 63-64: 153-169.

-- -- 1978. "A la recherche d'un invariant historique: la structure clanique dans la société corse", collectif *Pieve e Paesi, Communautés rurales corses*, pp. 7-30. Marseille: Editions CNRS.

Ravis-Giordani, G. 1976. L'alta pulitica et la bassa pulitica: valeurs et comportements politiques dans les communautés villageoises corses (XIXe-XXe siècles). *Etudes Rurales* 63-64: 171-189.

-- -- (ed.) 1989. *L'Ile Miroir*. Actes du Colloque d'Aix en Provence. Ajaccio.

## Résumé

Cette analyse d'une élection municipale dans un village corse, en 1983, vise à poser quelques problèmes plus généraux: la distinction entre clanisme et clientélisme, l'articulation entre structures familiales et organisation politique, la dynamique des clivages idéologiques et leur poids dans les comportements politiques et dans les relations entre groupes familiaux. Dans ce village, majoritairement de gauche, l'élection municipale de 1983 voit l'électorat de gauche se diviser en deux clans nouveaux, qui regroupent autour d'eux des éléments jusque là marginalisés dans la vie sociale et politique du village. L'affrontement politique et idéologique se cristallise apparemment autour de l'attitude à tenir vis à vis du mouvement nationaliste; mais derrière cet enjeu, d'autres processus se révèlent qui aboutissent tout à la fois à réactiver et à brouiller les relations entre familles et même au sein des réseaux de parenté.

## Sommario

Questa analisi di una elezione municipale, nel 1983, in un villaggio della Corsica, tende a porre alcuni problemi d'ordine più generale: la distinzione tra clanismo e clientelismo, l'articolazione tra strutture familiari e organizzazione politica, la dinamica delle frontiere ideologiche e il loro peso nei comportamenti politici e nelle relazioni tra gruppi familiari. In questo villaggio, a maggioranza di sinistra, l'elezione municipale del 1983 vede l'elettorato di sinistra dividersi in due clan nuovi, *che raggruppano intorno a sé degli elementi fino ad allora emarginati dalla vita sociale e politica del villaggio*. Lo scontro politico e ideologico si cristallizza apparentemente intorno al comportamento da tenere nei confronti del movimento nazionalista; ma dietro questa posta in gioco, altri processi si manifestano che hanno come esito di riattivare e di rimescolare le relazioni tra famiglie ed anche all'interno delle reti di parentela.